

Communauté des Marocains à l'étranger

Rééchelonnement des dettes des MRE pour faire face à la crise

- Il s'agit d'un rallongement des amortissements et non d'une suspension.
- Longtemps convoités par les banques, les MRE trouvent de plus en plus de mal à se voir octroyer un crédit, notamment immobilier.
- Les recettes MRE sont en baisse de 3%.

Par Charaf Jaidani

La crise a fini par impacter les MRE. Les pays d'accueil, surtout ceux du sud de l'Europe, souffrent d'un marasme économique sans précédent. Les communautés étrangères sont les premières touchées par la vague de chômage. Une bonne partie de nos MRE se trouvant surtout en Italie et en Espagne, ont perdu leur travail, et certains songent à rentrer définitivement au pays.

Longtemps convoitée par les banques et les promoteurs immobiliers, la communauté des MRE est devenue une catégorie classée à risques ; et pour cause, la multiplication des impayés concernant les crédits-logements. Cette tendance n'a été ni confirmée ni infirmée par Bank Al-Maghrib, mais plusieurs associations de MRE mettent en cause les banques marocaines qui deviennent très réticentes pour l'octroi de nouveaux crédits. «Le pays d'accueil, la nature de l'activité, le secteur, l'ancienneté dans le travail et la qualité d'expatrié sont des facteurs déterminants dans le dossier de prêts», souligne Abdelkrim Miftah, secrétaire général d'une association de MRE dans la région de Montpellier. Ce constat est confirmé par un autre MRE d'Espagne : «Généralement, un crédit immobilier pour un MRE n'exigeait pas plus d'une semaine pour être débloqué. Aujourd'hui, il faut au moins un mois quand il s'agit d'un MRE d'Espagne ou d'Italie, les banques marocaines prenant beaucoup de temps et de pré-



A cause de la crise, plusieurs MRE comptent rentrer définitivement au Maroc.

cautions avant de se décider. C'est ce qui ressort de plusieurs témoignages que nous avons recueillis auprès de nos concitoyens», a-t-il noté.

Plusieurs associations de MRE sont montées au créneau pour demander au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent, notamment le rééchelonnement des dettes.

Pour rappel, les discussions avec les banques ont été engagées par Abdellatif Maazouz, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger, afin de rééchelonner les crédits contractés pour l'acquisition de biens immobiliers.

Le rééchelonnement de ces crédits pourrait s'étaler sur une période de deux ans, d'après Abdellatif Maazouz.

«La décision concerne pratiquement tous les MRE et en particulier ceux installés en Espagne et en Italie où le chômage est nettement plus élevé», explique-t-on au ministère chargé de la Communauté marocaine à l'étranger, ajoutant qu'il s'agit plutôt d'un rééchelonnement et non d'une suspension et qui consiste en un allongement de l'amortis-

sement de la dette».

La crise en Europe a impacté les transferts des MRE, véritable source de devises, qui ont atteint 42,64 Mds de DH à fin septembre, contre 44,11 Mds de dirhams au cours de la même période en 2011, soit une baisse de 3,3%.

Il est à souligner que sur les 800.000 Marocains vivant en Espagne, 282.600 sont au chômage depuis au moins un an, soit près de 50% des actifs. Ces Marocains, dont 133.000 ne touchent plus aucune prestation sociale, se retrouvent «exclus» de la société et pourraient retourner massivement au Maroc afin de fuir la crise économique qui sévit en Espagne depuis 2008.

Ces Marocains, sans ressources et sans emploi, sont de plus en plus exposés à des actes xénophobes et à des pratiques discriminatoires, révèle une étude de l'Institut espagnol Colectivo Loé, menée pour le compte du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

L'enquête nous apprend également que le chômage touche 183.200 hommes et 99.400

femmes. Ces MRE n'ont souvent pas les moyens de rentrer définitivement au Maroc où ils ne sont pas forcément les bienvenus.

Quelque 68,8% des jeunes d'origine marocaine âgés de 16 à 24 ans étaient au chômage en Espagne en 2011, contre 60% en 2009, souligne l'étude qui prédit la naissance d'une génération d'immigrés perdus, ainsi que la recrudescence de cas d'exclusion et de conflits sociaux.

Les transferts d'argent vers leur pays d'origine ont par conséquent chuté de 33% entre 2007 et 2010, d'après des données de la Banque d'Espagne. En 2010, ces transferts étaient estimés à 295 millions d'euros, contre 299 millions d'euros en 2009.

Véritables boucs émissaires de la crise en Espagne, comme un peu partout en Europe, nombreux sont ceux qui optent pour un retour définitif au Maroc. D'autres se retrouvent pris au piège dans un pays qui n'arrive pas à redresser son économie, malgré des mesures d'austérité draconiennes. ■